

Pau, le 7 juin 2023

ARRETE N°AP-2023-0291

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu les arrêtés municipaux en date du 11 mai 1979 et du 9 février 1981 réglementant la circulation des véhicules sur le cours Léon Bérard entre la rue Chatieu et l'avenue Montardon, et le régime de priorité au carrefour formé par l'avenue Jean Mermoz, l'avenue d'Attigny et le cours Léon Bérard ;  
Vu les arrêtés municipaux en date du 11 juin 1993 et du 18 novembre 1998 réglementant la circulation des véhicules de plus de 7,5 T de P.T.A.C sur le cours Léon Bérard et la circulation des véhicules à l'intersection formée par le cours Léon Bérard et l'École supérieure de Technologie ;  
Considérant que ces arrêtés municipaux ne correspondent pas à la réalité du terrain ;  
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger les arrêtés municipaux susvisés ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les arrêtés municipaux en date du 11 mai 1979 et du 9 février 1981 qui réglementaient la circulation des véhicules sur le cours Léon Bérard entre la rue Chatieu et l'avenue Montardon, et le régime de priorité au carrefour formé par l'avenue Jean Mermoz, l'avenue d'Attigny et le cours Léon Bérard sont abrogés.

**ARTICLE 2** – Les arrêtés municipaux en date du 11 juin 1993 et du 18 novembre 1998 qui réglementaient la circulation des véhicules de plus de 7,5 T de P.T.A.C sur le cours Léon Bérard et la circulation des véhicules à l'intersection formée par le cours Léon Bérard et l'École supérieure de Technologie sont abrogés.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**19 JUIN 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire